

Regards – Focus

Mariam Sow et Patrick d'Aquino : agir pour changer★

Propos recueillis par François Bousquet

Mariam Sow¹, Patrick d'Aquino² et François Bousquet^{3,*}

¹ Coordinatrice d'Enda Pronat, Dakar, Sénégal

² Géographie, Cirad, UPR Green, Montpellier, France

³ Sciences de l'environnement, Cirad, UPR Green, Montpellier, France

Pendant plusieurs années, Mariam Sow, directrice de l'association Enda Pronat au Sénégal (voir la première partie de l'entretien), et Patrick d'Aquino, chercheur au Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) (voir la deuxième partie de l'entretien), ont cheminé ensemble à propos de l'accès à la terre et de son usage, œuvrant pour la prise en compte des logiques paysannes dans la gestion et la législation du foncier. Pour Enda Pronat, l'agriculture sénégalaise est en crise dans un contexte d'insécurité alimentaire, tant au niveau de la quantité que de la qualité de la nourriture, et il est impératif que les ONG, les organisations de producteurs et leurs alliés accompagnent les communautés pauvres dans la protection de leurs droits d'accès à la terre pour jeter les bases de leur souveraineté alimentaire et assurer un avenir aux générations futures. Des villages aux salles de réunion dakaraises, le processus est engagé ; le cadre d'action et de réflexion sur le foncier au Sénégal (CRAFS) est maintenant reconnu, pris en compte, et les instances internationales se tournent vers ces acteurs pour soutenir leur action, soutien parfois paradoxal.

L'alliance entre le monde associatif du développement et la recherche nous a semblé suffisamment remarquable pour que nous nous interroguions sur ses rouages. Notre regard s'est tourné vers ces deux personnes qui donnent un visage à cet engagement et portent sa parole. Nous leur avons proposé un entretien croisé (voir la troisième partie de l'entretien), au printemps 2015, afin de comprendre comment ils conçoivent et pratiquent la relation entre recherche et mouvements associatifs pour le développement. Nous les avons interrogés sur leurs relations à l'autre monde, mais, au détour de l'histoire de leurs rencontres personnelles et professionnelles, ils ont abordé les fondements de leur engagement commun, celui de la reconnaissance des savoirs de ceux que l'on ambitionne de gérer et administrer. C'est l'affirmation d'une légitimité de ce savoir équivalente à celle du savoir académique et administratif qui est en jeu, laquelle conforte les paysans dans leurs luttes pour un autre projet de société.

La rédaction

Mariam Sow : une militante engagée dans la défense des sociétés paysannes

Mariam Sow est coordonnatrice de l'association Enda Pronat et présidente du conseil du réseau international Enda Tiers-Monde (Fig. 1). Conçu en 1972 comme un projet de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), financé par le Programme des

Nations unies pour l'environnement, nouvellement créé, et l'Agence suédoise pour le développement international (ASDI), Enda Tiers-Monde est progressivement devenu un réseau d'associations (dont Enda Pronat) à partir de la fin des années 1970¹. Pendant près de 30 ans, il a attiré l'attention sur la pauvreté croissante des sociétés rurales du Sud et la nécessité d'y préserver l'environnement. Il a fait la promotion d'une citoyenneté indispensable à la prise de décisions en phase avec les intérêts des plus démunis. Enda Pronat est née au début des années 1980 suite à une étude réalisée par Paul Germain et Abou Thiam, « Les pesticides : Sénégal, une menace ». Après avoir mené

* Voir dans ce numéro les autres contributions au dossier « Des recherches participatives dans la production des savoirs liés à l'environnement ».

*Auteur correspondant : francois.bousquet@cirad.fr

¹ Voir les sites de ces associations : <http://endatiersmonde.org> ; www.endapronat.org.



Fig. 1. Mariam Sow (à droite sur la photo) sur le terrain dans des villages de la commune de Koussanar, région de Tambacounda au Sénégal, en novembre 2017.

Elle participait à des réunions villageoises pour échanger sur l'agroécologie et la sécurisation des ressources naturelles, en particulier du foncier (© Laure Diallo).

des activités de sensibilisation auprès des chercheurs et des utilisateurs, l'action de Pronat s'est poursuivie par la recherche, la sensibilisation et la formation des productrices et des producteurs sur l'utilisation d'alternatives aux pesticides chimiques. En 1996, Pronat devient Pronat-Action et met la recherche & développement au centre de ses préoccupations. À l'aide de démarches participatives, Enda Pronat part de l'expérimentation de modèles agroécologiques et du renforcement des capacités des populations pour aller vers la construction de plaidoyers, par des coalitions aux niveaux national et sous-régional, pour une agriculture saine et durable.

François Bousquet : Mariam, dans votre parcours de militante qui commence en 1983, quelles sont les personnes qui vous ont influencé et fait évoluer ?

Mariam Sow : Je suis née en 1953 d'une famille paysanne au Sénégal. Mon père et ma mère sont originaires du même village qui s'appelle Lérabé. Tous deux sont des propriétaires terriens par leurs deux grands-pères. Pour eux, la terre, même si elle est contrôlée par une famille, demeure le bien de la

communauté. Il faut la sécuriser, la contrôler et la transférer aux générations futures. Par exemple, il existe une zone juste à côté de mon village natal, au bord du marigot – le Doué – dont mes lignées paternelle et maternelle se réclament propriétaires. Quand le village a eu la possibilité d'aménager un périmètre rizicole de 45 ha, certains cousins de mon père étaient réticents à céder cette terre familiale. Et c'est lui qui a joué le rôle de médiateur entre ces derniers et les populations locales pour que cet aménagement ait lieu.

Quant à ma mère, jusqu'à l'âge de 90 ans, elle cultivait son champ de sorgho; elle vivait dans les champs, de la préparation jusqu'à la récolte. Pour elle, la terre est un trésor qu'on doit soigneusement garder. Je crois que, même si je suis une militante de l'agroécologie, je porte beaucoup de gènes de ma mère en ce qui concerne le foncier. Se cramponner à la terre, je l'ai peut-être hérité d'elle, ainsi que le souci de considérer la terre comme un bien de la société paysanne. Donc avant de rencontrer des personnes, je crois que mon ancrage social est un socle important dans mon développement personnel.

Un des moments forts de mon parcours a été mon recrutement, après mes études secondaires, en octobre 1972 en tant que monitrice des maisons familiales rurales². Cette formation par alternance durant trois ans m'a permis de me renforcer et de comprendre le milieu rural. Ma formation primaire et secondaire effectuée à l'extérieur avait créé une rupture et m'avait éloignée de mon milieu d'origine. Durant ces trois années de formation, j'ai été fortement marquée par Famara Diedhiou et Yero Mbodj, qui étaient respectivement directeur de la Maison familiale et responsable de ma formation – paix et salut à leurs âmes. Ces deux figures m'ont beaucoup influencée par leur engagement pour le développement du monde rural et leur croyance dans les capacités et les valeurs des populations rurales. Dans leur démarche, ils ont toujours cherché à responsabiliser les populations rurales au développement de leur propre milieu. C'est avec eux que j'ai connu des paysans qui, non seulement participaient au recrutement de leur personnel, au suivi et à l'évaluation des moniteurs, mais aussi décidaient de leur sort : j'ai vu des associations paysannes renvoyer des moniteurs ou des monitrices qui n'avaient pas de bonnes capacités d'intégration dans le milieu rural.

À la fin de ma formation, en 1975, j'ai été nommée responsable d'une nouvelle Maison familiale rurale qui s'appelle Bayakh dans la région de Thiès. L'entrée d'Enda pour faire des enquêtes sur l'utilisation des pesticides dans l'agriculture dans cette Maison familiale de Bayakh m'a confortée dans ma position. À chaque fois qu'il me croisait dans la cour d'Enda, Jacques Bugnicourt, le fondateur de cette association, me disait que, certes, je devais côtoyer des scientifiques mais qu'il aimerait me voir davantage sur le terrain. Il y a deux autres personnes qu'il faut citer : il s'agit de Paul Germain, le fondateur de Pronat, et Abou Thiam, qui avaient apprécié mes capacités d'animation et de communication avec le monde paysan en 1983, suite à un atelier entre paysans et scientifiques sur les dangers liés à l'utilisation des pesticides et des engrais sur les cultures

² Au début des années 1960, les colonies françaises accèdent à l'indépendance et les nouveaux États sollicitent l'aide de la France pour la formation de leurs cadres agricoles et de leurs agriculteurs. Le ministère de la Coopération fait appel au savoir-faire des Maisons familiales rurales qui avaient été créées à l'étranger dans les années 1950. Quel que soit le pays dans le monde, elles naissent des mêmes principes fondateurs que ceux qui ont prévalu en France : responsabilité des familles, pédagogie de l'alternance, approche globale de l'éducation et participation au développement du territoire. On compte aujourd'hui plus de 1 000 Maisons familiales rurales, réparties dans quasiment une quarantaine de pays, essentiellement en Europe, en Amérique latine et en Afrique. Le Sénégal compte actuellement 26 Maisons familiales rurales. Les objectifs sont le renforcement des capacités des acteurs par l'accompagnement de projet et la formation (www.mfr.asso.fr/mfr_monde).

marâchères. C'est en 1986 que j'ai commencé à inciter des chercheurs à la mise en place d'expérimentations de terrain. Selon moi, on ne devait pas uniquement dire aux paysans que les pesticides sont mauvais, que les engrais appauvrissent les sols, qu'il ne faut pas couper... sans pour autant leur proposer des alternatives. C'est ainsi que nous avons commencé nos premières expérimentations dans la Maison familiale à Bayakh avec les femmes. Elles m'ont beaucoup marquée par leur engagement et leur détermination. Leur dévouement m'a fortement motivée à retourner à Enda Pronat à travers les alternatives qu'elles portaient. L'expérimentation sur les techniques alternatives a été un levier fondamental dans l'évolution d'Enda Pronat. La résolution de chaque situation avec les populations locales et les scientifiques était source d'un nouveau questionnement, soit en termes organisationnel, financier, de plaidoyer et autres. Pendant cette période, la collaboration avec Almoud Hane, qui travaillait sur la diffusion des alternatives en agroécologie à AGRECOL Suisse³ et à AGRECOL Afrique, a été déterminante dans mon évolution personnelle et celle d'Enda Pronat. AGRECOL nous a soutenus dans la démarche et m'a permis de me renforcer par la participation aux formations en agroécologie avec Pierre Rabhi.

Un autre temps très important dans mon parcours a été en 2009 : le phénomène de l'accaparement des terres connaissait son plus fort développement en zone rurale. Après l'analyse de ce phénomène, j'ai compris que si on le laissait continuer à son allure, il allait remettre en cause le projet sociétal porté par Enda Pronat et ses partenaires. C'était un moment très fort en termes de communication et de sensibilisation au niveau national, sous-régional et international pour dire non à l'accaparement des terres⁴.

³ L'association AGRECOL a été créée en 1983 en Suisse, dans le but de mettre à jour des informations relatives à l'agriculture écologique au service des acteurs du Sud. Dans les années 1990, pour se rapprocher du terrain, AGRECOL décentralise ses activités en Afrique et dans les Andes. De 1996 à 2002, AGRECOL Afrique a fonctionné sous la tutelle de Enda Tiers-Monde avant de devenir une ONG sénégalaise en 2002. Voir www.agrecolafrique.org.

⁴ Enda Pronat a mené un combat contre l'accaparement des terres en trois phases. Après la lutte pour la préservation des droits fonciers des paysans remis en cause par des investisseurs privés, et l'établissement de plateformes de veille et d'alerte sur le phénomène de l'accaparement des terres au niveau des différentes localités, Enda Pronat est passé à des propositions alternatives à partir de la réflexion concertée développée par les plateformes et a conduit un plaidoyer ciblant les décideurs politiques et économiques. Ces échanges ont abouti à l'élaboration d'un certain nombre de principes-clés de gouvernance foncière, qui ont été soumis à des juristes et à des experts du foncier dans le but de faire une proposition de loi : www.dakar24sn.com/reformes-foncieres-au-senegal-enda-pronat-contre-laccaparement-des-terres/.



Fig. 2. Patrick d'Aquino (au centre) et des participants de l'atelier TerriStories dans le Ferlo au Sénégal, septembre 2014
(© Veronica Kambaki).

Patrick d'Aquino : une recherche accompagnant les sociétés paysannes

Patrick d'Aquino est géographe, chercheur au Cirad (Fig. 2). Sa carrière a commencé au début des années 1990 au Burkina Faso et s'est poursuivie au Sénégal, en Nouvelle-Calédonie et au Laos où il travaille actuellement.

François Bousquet : Patrick, quelles sont les personnes qui ont influencé ton parcours ?

Patrick d'Aquino : La première a été Bourdieu, que j'ai lu au cours de mes études. J'avais passé ma maîtrise et j'avais un petit contrat au Cirad. En découvrant Bourdieu, je me suis rendu compte que mon savoir n'était qu'une bulle parmi d'autres, valorisée dans le monde savant. Je viens d'un milieu ouvrier, je voyais le décalage avec ceux qui considèrent posséder le savoir absolu, alors que je considérais le savoir scientifique comme un savoir relatif. Ma lecture de Bourdieu, de sa présentation de différentes arènes, m'a confirmé qu'il n'y avait pas de critère absolu. Bourdieu, un scientifique, validait ma perception relative, y compris au plan professionnel. Ensuite, en 1990, j'ai fait une rencontre moins heureuse.

J'étais volontaire au Cirad, petit jeune sans statut, travaillant sur «une meilleure gestion agro-sylvo-pastorale». J'étais un étudiant qui était censé expliquer les choses et je m'apercevais que les gens en savaient beaucoup plus que moi. Un peu plus tard, un expert est arrivé en mission et a fait un atelier participatif en gestion de terroir avec des acteurs dont je connaissais la finesse de compréhension du milieu. C'était caricatural, il était complètement à côté de la plaque quant à la façon d'appréhender l'autre, le paysan. Depuis, je me suis battu pour dire que les paysans ont des connaissances, qu'ils en savent autant, si ce n'est plus, que nous. À chaque fois que j'ai rencontré des paysans et les gens de terrain qui les entourent, j'ai énormément appris et cela a confirmé que c'est la bonne posture de recherche à adopter. Mais, pendant longtemps, je ne l'ai pas dit car je n'étais pas légitimé du point de vue académique. Je ne me suis pas lancé dans la participation avant 1996 et je n'ai pas écrit sur ce sujet avant mon HDR⁵. Entre 1990 et 1996, je

⁵ d'Aquino P., 2002. *Accompagner une maîtrise ascendante des territoires, prémices d'une géographie de l'action territoriale*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Marseille, Université de Provence Aix-Marseille 1.

travaillais dans le domaine de la « gestion de terroir pastoral » et je faisais des expertises. Ma thèse, soutenue en 1996, est un doctorat en géographie sur le pastoralisme, c'est une monographie classique⁶. J'ai alors rencontré Jacques Weber⁷, qui disait que le type de propos que j'avais envie de tenir était légitime, y compris dans le monde scientifique. Cela m'a conforté dans la vision de la relativité des trop grandes certitudes, voire suffisances, de beaucoup de scientifiques vis-à-vis des autres savoirs. J'ai compris que les questions que je me posais pouvaient être valides dans le domaine de la recherche. C'était passionnant car jusque-là je trichais quelque part avec moi-même, je jouais un rôle en faisant semblant d'être dans le moule. La première fois que j'ai dit ce que je pensais en termes scientifiques, c'était au sein de Green, l'unité de recherche du Cirad créée par J. Weber en 1993 : lors d'une des premières formations de l'équipe, j'avais proposé une intervention sous forme théâtrale, avec un dialogue de sourds entre deux personnages, un expert et un éleveur, à propos du « développement » de la zone que j'avais étudiée durant ma thèse, le Djelgodji, au nord du Burkina Faso. Je jouais l'expert et une de mes anciennes étudiantes le paysan éleveur. Je voudrais ajouter une autre personne qui m'a marqué dans cette prise de conscience progressive, bien avant mon entrée dans la carrière professionnelle. C'est mon père, qui était ouvrier. Il lisait très peu. Il n'avait aucune instruction scientifique particulière. C'est pourtant un des hommes les plus sages que j'ai connus, qui m'a donné recul et sagesse. J'ai donc du mal à concevoir les valeurs du monde scientifique comme exclusives. Ce n'est qu'une échelle de valeurs, parmi d'autres, certes utile, mais pas exclusive... Et sur cette échelle de valeurs, petit à petit, j'ai pris conscience qu'il n'y avait « personne » en haut... mais « tout le monde à la fois ». La plus grande valeur, la plus grande richesse et la plus grande humanité (il ne faut pas l'oublier !) sont dans le mélange de tout cela.

⁶ d'Aquino P., 1996. *Les évolutions dans l'occupation de l'espace et l'utilisation des ressources en zone agro-pastorale sahélienne. Le cas de la province du Soum, au nord du Burkina Faso*. Thèse de doctorat en géographie, Aix-en-Provence, Université de Provence, 1996.

⁷ Économiste et anthropologue, Jacques Weber examinait les contextes locaux et montrait les décalages entre les pratiques de gestion des écosystèmes et le « prêt à penser », académique ou promu par les bailleurs de fonds. Sa réflexion sur les modes d'appropriation de la nature, ses interrogations sur la valeur de la nature et la nature des valeurs ont permis de questionner les sciences et politiques de gestion des ressources renouvelables et ont nourri les échanges fructueux avec d'autres conceptions des relations homme-nature. Voir Bouamrane M., Antona M., Barbault R., Cormier-Salem M.-C. (Eds), 2013. *Rendre possible. Jacques Weber, itinéraire d'un économiste passe-frontières*, Versailles, Quæ.

Entretien croisé : une collaboration pour une légitimité renforcée

François Bousquet : Mariam et Patrick, comment vous êtes-vous rencontrés ?

Patrick d'Aquino : Nous nous sommes rencontrés grâce à Vincent Basserie qui était un coopérant travaillant avec Mariam et dont la mission était d'appuyer tous les acteurs des politiques publiques en Afrique de l'Ouest⁸. Un jour, sur son invitation, je suis allé à une réunion du CRAFS⁹ présenter ma façon d'agir. Le contact a été bon et l'on a monté une formation de deux jours. Suite à ce succès, j'ai été introduit au sein du CRAFS en tant qu'extérieur et l'on s'est posé alors la question de l'appui que l'on pourrait fournir. Ce n'était pas évident, pour moi comme pour le CRAFS : j'ai vu une dynamique qui fonctionnait très bien et je me sentais comme un éléphant dans un magasin de porcelaine, si je m'y insérais. Il y a eu ensuite un moment de creux en 2008-2009. Certains, au sein du CRAFS, ont grincé des dents, essentiellement ceux qui travaillaient déjà selon d'autres formules plus classiques d'expertise, avec des collègues du Cirad. C'est compréhensible, le type de « fusion » recherche/développement/société civile que représentaient les approches que je défendais ne collait pas avec les types d'interactions et les jeux d'intérêts habituels. Je me suis donc mis en retrait. Quelque temps après, certains membres ont eu envie d'avancer et Mariam m'a demandé de les rejoindre.

Mariam Sow : On s'est effectivement connus grâce à Vincent Basserie à l'issue d'un atelier de formation. Après cet atelier, il fallait progresser pour mettre en place un plan stratégique. Patrick a informé le CRAFS que la coopération française était prête à l'appuyer. Certains ont dit qu'ils n'avaient pas besoin des étrangers pour financer ce plan et pour nous accompagner techniquement ; ils ont fait un atelier à M'Bour, d'où est sorti un programme stratégique. La divergence s'est peu à peu fait jour, mais nous avons continué le travail. J'avais, pour ma part, une autre préoccupation après avoir mis en place des plateformes de veille sur l'accaparement des terres¹⁰. Il fallait travailler sur les alternatives ; c'était mon

⁸ <http://hubrural.org/>.

⁹ Créé en avril 2011, le CRAFS (Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal) regroupe des organisations de la société civile et des organisations paysannes soucieuses d'unir leurs efforts et de renforcer leurs synergies dans la réalisation d'activités d'analyses et de plaider pour freiner l'accaparement des terres, d'une part, et d'aller vers une réforme foncière inclusive pour une meilleure sécurisation des exploitations familiales, d'autre part (www.afriquesenlutte.org/auteur/crafs-cadre-de-reflexion-et-d#).

¹⁰ Voir note 4.

ambition, avant même de découvrir les outils du Cirad : la meilleure manière de trouver nous-mêmes une façon de produire et de continuer avec les paysans sur des propositions paysannes de gouvernance des ressources naturelles avec l'appui d'une diversité d'acteurs scientifiques.

Patrick d'Aquino : En fait, Vincent et moi avons présenté notre posture dans une fiche technique élaborée pour le comité technique foncier de l'Agence française de développement¹¹ : selon nous, on ne peut pas discuter des règles sans d'abord discuter des choix de société, des valeurs sous-jacentes. Les règles (foncières, en l'occurrence) ne sont que des conséquences de choix de société. Cette vision n'a pas plu à tous, mais elle a plu à Mariam et à quelques autres au sein du CRAFS : ceux-là avaient vraiment envie d'un débat de choix de société et pas simplement d'un slogan : « la terre aux autochtones ». Par la suite, notre travail en commun a permis de constater que le manque de politiques agricoles claires, le manque d'organisation du marché, le manque de politique de transformation pour créer une valeur ajoutée, le manque de maîtrise de l'eau et les aléas climatiques causaient la disparition des sociétés paysannes. Or, ces sociétés, qui représentent une bonne partie de la population du Sénégal, méritent un projet sociétal pour un développement durable. Enda Pronat et ses partenaires de base ont lancé le défi d'organiser la reconquête de la souveraineté alimentaire et de reprendre le contrôle du pouvoir local pour une meilleure gestion des ressources du terroir, d'autant plus que 95 % du capital foncier du Sénégal sont dans les terroirs. Il faut aller vers un renforcement des capacités des organisations paysannes pour l'accès juste et équitable aux ressources naturelles.

François Bousquet : Patrick, pourquoi Enda ? Dans ta façon de procéder, en général, tu rencontres beaucoup de gens avant de repérer ceux qui partagent les mêmes valeurs que toi. Comment as-tu choisi Enda ?

Patrick d'Aquino : Ce n'est pas compliqué, je ne les ai pas choisis, ce sont eux qui m'ont choisi ! Au début, je visais les partenaires traditionnels du Cirad sur ces thèmes, proches de la recherche, mais ils n'ont pas accroché. Je ne visais pas Enda Pronat, je ne les connaissais pas et ce n'était pas mon objectif. Ce sont eux qui m'ont invité à venir. Je pense qu'on ne « fait » pas un projet de recherche participative, on va vers des gens qui ont un projet de société et qui pensent qu'on peut leur être utile ; on ne conçoit pas *a priori* un projet de recherche participative, il en émerge un lorsque se nouent des interactions de ce type.

François Bousquet : Mariam, vous avez, depuis le début, des relations avec les scientifiques. Comment les choisissez-vous ?

Mariam Sow : Quand j'ai commencé à travailler sur le développement des alternatives en agroécologie, j'ai suivi une formation au Ciepad¹² avec Pierre Rabhi, des sociologues et des économistes. J'ai compris que le changement qu'on voulait promouvoir, qui se base sur les connaissances paysannes, avait besoin d'une démarche scientifique pour être plus légitime et pouvoir convaincre et influencer les politiques dans notre sens. On choisit d'abord des personnes qui ont une écoute, qui ne sont pas des scientifiques « purs et durs » et qui s'interrogent sur leurs pratiques. Le plus souvent, ces chercheurs sont des militants qui deviennent des partenaires qui portent nos messages. C'est, de plus, à travers ces messages qu'émerge le sujet de recherche utile aux populations. On a toujours compris que le développement se fait par croisement du savoir-faire local et du savoir-faire scientifique à tous les niveaux, que cela soit au sujet de la science sociologique, juridique, agronomique, etc. C'est la concrétisation de la science théorique qui permet de pousser la réflexion et de se retrouver en situation permanente de recherche-action.

François Bousquet : Mariam, vous parlez souvent d'expérimentation. On a l'impression que vous cherchez en permanence à procéder à des expérimentations et que vous choisissez des chercheurs plus ouverts à l'expérimentation qu'à l'expertise.

Mariam Sow : Quand on travaille sur des actions concrètes sur le terrain avec des chercheurs qui s'interrogent sur eux-mêmes et leurs pratiques, automatiquement, tous les groupes d'acteurs sont en situation de recherche permanente. Au fur et à mesure qu'on expérimente, des questions sont formulées, soit par les populations, soit par les scientifiques. Cela pousse les groupes à approfondir les résultats. Tout résultat interpelle une autre problématique de recherche. J'ai vérifié cela au sein d'Enda Pronat : à partir de l'étude sur les pesticides, on a mené une expérimentation et on s'est rendu compte de la préoccupation des femmes. En travaillant avec les femmes, on s'est aperçu qu'on ne pouvait pas produire sans commercialiser, donc on a travaillé sur la commercialisation. On a constaté que seuls les vieux faisaient de l'agriculture... d'où la question : où va la jeunesse ? On s'est alors intéressés avec des enseignants-chercheurs à l'éducation. C'est ainsi qu'on a la même interrogation sur le foncier.

Patrick d'Aquino : il n'y a pas que le mot expérimentation à considérer, tu utilises aussi souvent l'expression de processus de recherche. En cela, tu ne

¹¹ www.hubrural.org/Securing-and-regulating-land.html.

¹² Carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement (Ciepad) fondé en 1988 par P. Rabhi. Il y monte un « module optimisé d'installation agricole », des formations et des actions de développement à l'étranger.

parles pas des activités des chercheurs mais des activités d'Enda Pronat. Tu dis que c'est un processus de recherche. D'autres diraient « nos approches participatives de dialogue », mais, pour toi, c'est un processus de recherche. C'est intéressant.

François Bousquet : Mariam, j'ai noté que vous disiez à propos des chercheurs : « je les fais travailler sur un tout, les écosystèmes et sociétés ».

Mariam Sow : Mon hypothèse est que le développement introduit après la colonisation a remis en cause le système d'évolution des populations. Or, ces populations ont une vision intégrée développement-agriculture-élevage, etc. Il y a toujours des mécanismes intégrés au sein des communautés. C'est au niveau des systèmes de gouvernance que l'on parle soit d'agriculture, soit d'élevage, soit d'environnement. Au Sénégal, chacune de ces problématiques a son « commandant de bord », voire son ministère. Or, selon nous, c'est un processus global intégré qui intéresse les communautés en vue du développement rural. On aurait dû avoir un seul ministère du développement rural. Un ministère moins coûteux, plus cohérent et plus en phase avec les attentes des populations.

Dans notre démarche, nous cherchons à ce que tous ces chercheurs se retrouvent dans un processus de recherche global portant sur des thématiques qui préoccupent fondamentalement les communautés de base. Cela permet aux expérimentations de donner des résultats positifs et visibles. Et, en ce moment, un plaidoyer fort peut pousser les politiques nationales à une appropriation de ces résultats, afin que l'État puisse les intégrer dans sa vision et que l'on se retrouve dans un projet sociétal qui corresponde aux attentes de la population.

François Bousquet : Mariam, dans vos conférences¹³, vous avez parlé d'adaptation et vous avez dit : « tout ça, ce sont des concepts qu'on nous assène pour nous empêcher de comprendre ». Pouvez-vous en dire plus ?

Mariam Sow : Oui, quand on nous parle d'adaptation climatique ou de résilience, nous avons l'impression que nous vivons des situations nouvelles. Certes, les émissions de gaz à effet de serre, la fonte des glaciers, etc. c'est nouveau, mais, en Afrique sahélienne, et particulièrement au Sénégal, les changements environnementaux ont commencé depuis longtemps avec les sécheresses et la désertification, mais aussi avec la surexploitation des terres pour la production de l'ara-

chide. On constate aussi de plus en plus une exploitation minière qui crée des richesses qui ne sont pas visibles dans la vie des populations. Les populations – et particulièrement les femmes – qui vivent ces phénomènes de changements environnementaux ont toujours réussi à développer des alternatives, que certaines appellent la « résilience de survie », grâce à la création de nouvelles activités telles que le maraîchage, le reboisement, la lutte anti-érosion, l'amélioration du petit élevage, la commercialisation et la transformation des produits locaux, etc. Je crois que nous devons faire très attention aux nouveaux concepts qui donnent l'opportunité à n'importe quelle organisation de les utiliser en vue de la captation de ressources.

Si on revient à Enda Tiers Monde, créée en 1972, elle avait pour mission de dire halte à la dégradation des ressources environnementales. Enda Pronat est aussi dans ce combat depuis sa création. Nous sommes investis dans la lutte contre la dégradation des terres dans le bassin arachidier avec comme alternative la fertilisation des terres, le reboisement, la régénération spontanée, la lutte contre la salinisation avec des haies au Lac Tanma dans la région de Thiès, la lutte contre l'érosion hydrique à Keur Moussa, la sécurisation des cultures vivrières dans la zone cotonnière, etc.

François Bousquet : Mariam, précédemment, vous avez dit que vous utilisez les concepts scientifiques pour la communication, pour la légitimité. Pourquoi ne pas aller chercher des scientifiques pour être légitime sur ces concepts modernes ?

Mariam Sow : Cela dépend de la légitimité que l'on cherche. Nous avons effectivement besoin de nous référer à ces concepts nouveaux pour être en phase avec les financeurs et les bailleurs de fonds actuels. Il est certain, avec le temps, quand on sentira la nécessité de « goûter » les financements des changements climatiques, nous serons dans l'obligation d'utiliser ces concepts. C'est aussi le cas du genre, même si, de tout temps, nous avons compris qu'on peut renforcer les capacités des femmes et des communautés pour rétablir une justice sociale pour les femmes, les jeunes et toutes les couches sociales défavorisées (les castes en milieu rural). Mais, par ailleurs, ce que nous cherchons en termes de légitimité, c'est une vision politique cohérente, en relation avec nos démarches novatrices. Par exemple, en agroécologie, nous avons besoin de l'aide des agronomes afin de démontrer la différence entre les engrais chimiques et les engrais organiques. Mais je m'interroge : est-ce une légitimité que nous cherchons ou un soutien dans notre argumentaire scientifique ? Pour moi, il est important de garder ce concept d'alternatives, dès l'instant que les propos qui en découlent sont les nôtres, en plus d'être ceux des populations locales. C'est notre science commune, c'est notre façon de faire.

¹³ Conférences données le 10 mars 2015 par Mariam Sow et Patrick d'Aquino au Cirad et au Centre de documentation tiers monde Montpellier (CDTM 34) sur « Les luttes au Sénégal contre l'accapement des terres agricoles » : www.youtube.com/watch?v=GCJK4YFPgBQ.

François Bousquet : Patrick, quel est l'objectif de votre travail commun ? La réforme foncière ? La lutte contre l'accaparement ?...

Patrick d'Aquino : Un nouveau projet de société, le reste n'est que conséquences. On peut entrer par la réforme foncière si le contexte le demande, ou par autre chose. On revient d'abord, toujours en amont, sur les choix de société, et ce n'est qu'à partir de là que l'on peut diagnostiquer, identifier, débattre, expérimenter, que ce soit une réforme foncière, un plan local de développement, une innovation agricole, que sais-je encore... Dans notre perception, tout cela ne peut être abordé avant que les gens aient le temps de définir la direction vers laquelle ils veulent aller, le projet de société qu'ils veulent défendre, que ce soit à un niveau très micro ou macro, selon la question. Même les paysans, dans les ateliers, voient la question de l'accaparement des terres foncières, qui était l'une des entrées privilégiées par les acteurs, comme une ouverture vers des éléments d'un ordre plus général. Ils veulent des règles du jeu différentes, l'objectif étant d'en changer, à tous les niveaux, y compris au niveau scientifique, et pas seulement politique.

François Bousquet : Patrick, dans tes écrits¹⁴, tu dis que ton objectif est une meilleure compréhension de chacun et que ta contribution est une traduction des positions de chacun pour une meilleure politique.

Patrick d'Aquino : Ce sont les objectifs que je me donne officiellement. Ce n'est pas la vérité, ce n'est qu'une voie méthodologique, un « comment » pour un « pour quoi », plus en amont. Le vrai objectif, depuis 20 ans, est de changer les règles du jeu. La partie émergée de l'iceberg est le comment, les techniques que je propose pour aller là où les populations veulent aller. Ce « comment », c'est effectivement la reconnaissance de la diversité des points de vue, c'est provoquer l'empathie des gens à partir de cette reconnaissance mutuelle.

François Bousquet : Et selon vous, Mariam, quel est l'objectif de votre travail commun ?

Mariam Sow : Nous nous sommes retrouvés devant des communautés qui sont opprimées par plusieurs facteurs, lesquels modifient leur mode de vie à tout moment. Parmi ceux-ci, on peut noter les orientations des politiques internationales et les aléas climatiques, tels que la sécheresse. Actuellement, notre souci est d'accompagner ces sociétés paysannes dans la reconquête de leur pouvoir afin d'aller vers une forme de réorganisation sociale, afin qu'elles parviennent à dire ou à montrer aux politiques le modèle de développement qu'elles souhaitent pour leurs communautés. C'est dire :

« voilà ce que nous cherchons et voilà ce que nous voulons devenir ». Pour porter un message aussi fort, il nous paraît important, comme je l'ai dit, de travailler avec des scientifiques qui aident à pousser le plus loin possible la réflexion et à identifier des moyens d'expression et de communication pour ces populations. Il faut des chercheurs très proches de la réalité, qui savent mettre le doigt là où il faut et qui permettent à ces populations d'appréhender le bien-fondé de leur projet. Dans le cas précis du foncier, il s'agit surtout d'aider les communautés à formuler les règles du jeu d'une gestion concertée, juste et équitable pour une meilleure exploitation de leurs ressources. Cela est d'autant plus important quand on sait qu'une loi n'est qu'un consensus adopté par un certain nombre de personnes ou de sociétés en toute connaissance de cause. Les communautés, dotées d'outils de communication avec un accompagnement sérieux, peuvent trouver ou définir des modèles de gouvernance qui leur sont appropriés. Je suis persuadée que l'expérimentation que nous avons développée pendant une année avec Patrick et les résultats que nous avons obtenus¹⁵ nous donnent la possibilité de prolonger ce processus pour aller plus loin dans notre logique de construction de règles de jeux communes dans la gouvernance des terroirs.

Patrick d'Aquino : Mariam utilise aussi les chercheurs de façon stratégique pour acquérir de la légitimité scientifique. Il y a un jeu stratégique entre nous deux, en sachant que « dans certaines arènes, c'est toi qui dois porter le message, dans d'autres, c'est moi qui dois le passer ». Un autre élément de cette stratégie est que la légitimité de chacun est renforcée lorsque l'un s'appuie sur l'autre. Par exemple, dans une présentation commune récente au Cirad¹⁶, un participant a remis en cause la légitimité sociale de notre approche. Ma réponse aurait eu beaucoup moins de valeur, si Mariam n'avait pas été là. J'ai simplement répondu : « Je ne suis qu'un secrétaire technique, ce sont à mes partenaires sénégalais de s'exprimer ». Mariam a eu alors tout le loisir de dire en quoi j'étais légitime dans ce jeu-là. Inversement, quand Mariam parle, les mêmes personnes peuvent lui dire qu'elle est naïve... et le fait que des chercheurs soient présents à ses côtés et aident les populations à structurer et asseoir leurs savoirs la légitime. Il y a une stratégie croisée de caution de l'un à l'autre. On met en commun nos savoirs, nos expériences, nos pratiques, nos stratégies... et cela donne des savoirs, des pratiques, des stratégies bien meilleures. Mais, tout cela, ce n'est encore que du « comment », sans le « pour quoi » commun, rien ne serait possible.

¹⁴ Voir, dans ce numéro, l'article de P. d'Aquino *et al.* « Du savoir local au pouvoir central : un processus participatif sur la réforme foncière au Sénégal ».

¹⁵ Voir l'article de P. d'Aquino *et al.* dans ce même numéro (*op. cit.*).

¹⁶ Conférence de Mariam Sow, 10 mars 2015, Cirad, Montpellier.

Mariam Sow : Quand j'ai rencontré les représentants du ministère français de l'Agriculture, je leur ai parlé de la vallée du fleuve Sénégal et des alternatives (travailler sur l'agroécologie, la gestion de l'eau...) que j'ai décrites avec le Cirad et l'AFD. Cette complicité avec des scientifiques est nécessaire pour aller vers une démarche locale de sécurisation et de valorisation des ressources avec un dialogue permanent entre les populations elles-mêmes, les scientifiques et les décideurs politiques à tous les niveaux (local, national et même international).

Patrick d'Aquino : Cela revient à ma vision de l'accompagnement : ils sont sur un chemin et je les accompagne. Je ne cherche pas à les amener à faire de l'écologie. J'ai souvent dit que j'étais là en tant que militant et que ma contribution est ma capacité de recherche. Mariam et moi sommes dans une même situation symétrique : chacun a besoin de l'autre pour ne pas se sentir « à côté de la plaque ». N'est-ce pas cela le problème des relations sciences-sociétés, le fait que le chercheur ne ressent pas le besoin d'être légitimé par la société ?

Citation de l'article : Sow M., d'Aquino P., Bousquet F., 2017. Mariam Sow et Patrick d'Aquino : agir pour changer. *Nat. Sci. Soc.* 25, 4, 403-411.